La France et l'Espagne relancent leur coopération transfrontalière.

Internacional | 12-01-2008 | 12:13

Adeux mois des élections législatives espagnoles de mars 2008, le président Nicolas Sarkozy a réaffirmé, jeudi 10 janvier à Paris, devant les gouvernements français et espagnol réunis pour leur sommet annuel à l'Elysée, sa volonté de faire des relations entre les deux pays un axe fort de sa politique européenne. Il a souligné l'importance qu'il attachait à la relance des projets d'interconnexion transfrontalière en matière de transport et d'électricité, ainsi qu'à sa coopération avec Madrid contre le terrorisme de l'organisation indépendantiste basque ETA.

Le président du gouvernement espagnol, le socialiste José Luis Rodriguez Zapatero, qui s'est longtemps méfié des relations privilégiées que le chef de l'Etat français entretient avec son prédécesseur de droite, José Maria Aznar, n'a pas marchandé son bonheur. "Il n'y a pas de précédent d'autant de cordialité, d'excellence, d'envie de faire des choses ensemble dans nos relations", s'est-il plu à souligner, profitant de l'occasion pour dire qu'il n'y aurait pas de sa part de nouveau compromis dans la lutte contre l'ETA.

Le sommet intervient au lendemain de l'annonce par les autorités espagnoles de la capture de deux indépendantistes basques soupçonnés d'être les auteurs de l'attentat commis en décembre 2006 contre l'aéroport de Madrid, qui avait tué deux personnes et avait interrompu les timides efforts de Madrid pour amorcer un dialogue sur la paix au Pays basque espagnol.

Ces efforts avaient valu de violentes critiques au gouvernement socialiste espagnol de la part de l'opposition de droite. Depuis, Madrid mise sur la coopération policière entre l'Espagne et la France pour montrer qu'il ne cédera pas à la violence.

Le sommet a confirmé le renforcement des dispositifs de coopération policière contre le terrorisme. "On ne laissera pas assassiner impunément en France", a souligné le président Sarkozy en évoquant la mort des deux policiers espagnols tués par des etarras à Capbreton, dans les landes, en octobre.

MM. Sarkozy et Zapatero ont décidé de débloquer le dossier de la construction d'une ligne à très haute tension dans les Pyrénées-Orientales afin de rapprocher l'Espagne du marché énergétique européen. Le projet était en suspens depuis une quinzaine d'années en raison de l'opposition des

collectivités locales concernées, appuyées par les défenseurs de l'écologie.

Une société commune aux deux réseaux nationaux de transports de l'électricité va être constituée ; le projet prévoit l'enfouissement de la ligne sur une partie de son trajet dans les Pyrénées.

La société a jusqu'au mois de juin pour lancer l'opération, qui a le soutien de la Commission européenne. L'ancien commissaire Mario Monti, coordinateur du projet pour le compte de l'Union européenne, a proposé jeudi à Paris d'indemniser les collectivités concernées au moyen d'une écovignette sur les futures ressources et s'est engagé à rencontrer leurs représentants.

Font:LE MONDE

Fuente: Redacció
Autor: Redacció